

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Bingu Wa Mutharika, Président en exercice de l'Union africaine, Paul Biya, Président de la République du Cameroun, Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud, et Meles Zenawi, Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, notamment sur les relations franco-africaines, à Nice le 1er juin 2010.

M. Bingu WA MUTHARIKA -- Nous avons aussi parlé de la question importante des conflits qui ont lieu en Afrique et là, nous avons besoin de soutiens car ces conflits n'ont pas leur origine uniquement au sein de l'Afrique, puisque l'histoire est responsable en grande partie de ces conflits. Et nous devons y faire face car nous pensons que c'est ce qui empêche le développement du continent africain. Le conflit et le développement ne peuvent cohabiter, c'est impossible. Nous devons faire face à ces conflits et en tant que continent africain, nous sommes très fortement engagés sur la question de faire des progrès sur cette voie de la paix et de la sécurité et il y a, et nous en sommes conscients, la nécessité de créer un véritable partenariat entre la France et l'Afrique pour garantir la paix et la sécurité sur notre continent. Comme nous le savons tous, cette paix, cette sécurité continuent à être un défi.

Nous avons également discuté d'un autre défi, celui du changement climatique et nous avons décidé ensemble d'examiner l'accord de Copenhague en préparation de la prochaine réunion de Cancun. Nous voudrions être sûrs que la question du changement climatique ne va pas entraver le développement de l'Afrique.

Sur la question de la réforme des Nations unies, nous sommes tombés d'accord pour dire que l'Afrique doit être pleinement représentée au Conseil de Sécurité des Nations Unies par le biais de réformes qui reconnaissent la place et le rôle que doit occuper l'Afrique dans les négociations mondiales et en particulier pour faire entendre la voix des peuples africains et défendre les intérêts africains.

Par conséquent, il nous faut trouver une approche concertée dans le cadre de la coopération pour mettre en place cette réforme des Nations Unies qui amène à ces développements.

En tant que Président de l'Union africaine, je voudrais tout d'abord remercier au nom des peuples africains et en mon nom propre le Président SARKOZY pour l'initiative qu'il a prise d'organiser ce Sommet et d'avoir fixé cet ordre du jour pour notre Sommet qui est au centre même du développement pour l'Afrique.

L'Afrique et l'Union africaine sont prêtes à travailler avec le Président SARKOZY de la France pour rapprocher la France et l'Afrique, pour renforcer ce partenariat qui existe entre la France et l'Afrique, pour ensemble réussir la réforme des Nations Unies, une réforme qui soit au bénéfice

de l'Afrique mais aussi de tous les autres pays membres des Nations unies. Je vous remercie. M. Jacob ZUMA -- Merci Excellence, Mesdames et Messieurs de la presse, je vous remercie d'être présent. Je pense qu'il serait peut-être plus utile que vous posiez des questions. Vous avez sans doute des points qui vous intéressent plus particulièrement mais je dirais que ce Sommet a été très utile à la fois pour la France et pour nous qui venons du continent africain. Nous avons eu l'occasion de parler de questions qui sont vraiment à l'ordre du jour d'une manière franche, ouverte et l'une des qualités du Président SARKOZY c'est que justement il s'exprime de manière franche et ouverte et c'est ce que nous avons fait sur toute une série de questions.

Une question soulevée par la Présidence de l'Union africaine porte sur notre représentation dans les institutions internationales. C'est un point essentiel pour l'Afrique. Nous pensons que les temps ont véritablement changés et que nous ne pouvons plus continuer à vivre avec des institutions qui ont été créées dans les années 40 où il existait beaucoup moins de pays et où la plupart des pays du continent africain étaient des colonies alors qu'il s'agit aujourd'hui de pays indépendants. Nous ne pouvons pas continuer à fonctionner avec ces règles qui sont maintenant dépassées et qui nous pénalisent en tant que pays. De plus, ces règles ne sont pas en accord avec les pratiques démocratiques telles que nous les concevons aujourd'hui. Je crois que le temps est venu d'aller de l'avant et je suis sûr que le Président SARKOZY saura faire passer son point de vue. Il a d'ailleurs fait des propositions sur une réforme intérimaire.

Sur cette question, l'Afrique parle de manière claire. Pour nous, ce qui prévaut, c'est le consensus d'Ezulwini, mais nous avons bien dit que lors du prochain sommet, justement, nous allons discuter de ces questions pour voir comment avancer, car nous sommes dans une sorte de processus de négociations et nous pensons que les pays développés doivent justement se rendre compte de ce changement qui est aujourd'hui en cours. Car il y a en fait une contradiction dans ce débat : d'un côté l'on nous dit en termes de gouvernance, il nous faut la démocratie, il nous faut la transparence et de l'autre côté, il faut préserver le droit de veto à certains pays, quel que soit l'accord qui peut régner par ailleurs. Nous avons besoin de dépasser cette situation et c'est un sujet qui a fait l'objet de débats tout à fait intenses car nous représentons un contingent important en tant que continent au sein des Nations unies et nos pays sont ceux qui ont été le plus soumis au colonialisme. Donc les choses ont véritablement changé aujourd'hui.

J'en parle de façon passionnée parce que nous sentons bien à quel point c'est vital pour nous. Mais le débat est en cours et nous pensons que le Président SARKOZY nous a donné l'occasion d'écouter le point de vue des uns et des autres, le sien puisqu'il a son point de vue propre et celui du continent africain.

Nous avons aussi parlé de la question importante des conflits qui ont lieu en Afrique et là, nous avons besoin de soutiens car ces conflits n'ont pas leur origine uniquement au sein de l'Afrique, puisque l'histoire est responsable en grande partie de ces conflits. Et nous devons y faire face car nous pensons que c'est ce qui empêche le développement du continent africain. Le conflit et le développement ne peuvent cohabiter, c'est impossible. Nous devons faire face à ces conflits et en tant que continent africain, nous sommes très fortement engagés sur la question des changements non constitutionnels du gouvernement, des coups d'états militaires. C'est quelque chose que l'on ne peut plus tolérer et là, il s'agit d'une prise de position du continent africain, de l'Union africaine et cette position doit être respectée de manière à ce qu'aucun facteur de coup d'état et partie prenante à des coups d'état ne puisse recevoir le soutien d'extérieur.

LE PRESIDENT -- Je ne vais pas revenir sur ma promesse mais je suis assez d'accord sur ce qui vient d'être dit.

M. PAUL BIYA -- Merci Monsieur le Président, Messieurs les journalistes. Les orateurs qui m'ont précédé ont tout dit et je prends la parole tout juste pour d'abord exprimer mes remerciements au Président de la République française pour cette initiative brillante qu'il a prise de tous les Etats, des chefs d'Etat africains, la France ici pour délibérer sur des points cruciaux, importants de la vie internationale et nationale.

Je voudrais également saisir cette occasion pour le féliciter pour le caractère brillant, le succès de cette conférence où le Président SARKOZY a apporté sa méthode, langage direct, franc,

dynamique. Chacun a pu s'exprimer franchement et les échanges ont été fructueux.

Je voudrais simplement dire qu'il y a quelques temps, à Yaoundé, nous tenions une réunion moins importante où nous affirmions que l'Afrique avait atteint sa maturité. Eh bien, ici c'est la prolongation de cette idée. L'Afrique est mûre et doit utiliser le langage de la maturité. Elle ne doit pas seulement chercher à obtenir de l'aide, une tutelle. Il faut que l'Afrique apporte sa contribution à la solution des problèmes du monde.

Je voulais également dire toute notre appréciation au Président SARKOZY pour l'appui fort qu'il nous apporte dans nos revendications pour une meilleure représentativité de l'Afrique au sein des instances décisionnelles du monde et particulièrement au Conseil de Sécurité. C'est une idée ancienne et aujourd'hui, nous avons été en présence d'une proposition nouvelle nous concernant : notre présence comme membre permanent au Conseil de Sécurité. Quand je dis « notre » c'est-à-dire de l'Afrique. J'estime que l'Union africaine va réfléchir là-dessus mais j'estime que c'est déjà un pas, un pas en avant par rapport au statu quo.

Je ne veux pas vous retenir plus longtemps. Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier encore une fois le Président SARKOZY, le gouvernement français pour l'appui multiforme qu'il nous apporte que ce soit au point de vue de l'aide bilatérale ou dans les problèmes de maintien de la paix ou de sécurité en Afrique. Nous venons d'apprendre que la France formera 12 000 soldats -- je ne parle pas des sommes d'argent qui sont affectées -- pour assurer une meilleure stabilité de l'Afrique.

Enfin, nous saluons l'initiative qui a consisté à réunir ici, aujourd'hui à Nice des entreprises françaises et une bonne partie des entreprises camerounaises pour renforcer le partenariat car nous pensons que c'est en coopérant aussi bien au niveau des Etats qu'au niveau des entrepreneurs que nous allons renforcer la coopération si amicale et féconde entre la France et l'Afrique.

M. MELES ZENAWI -- Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que mes collègues ont dit. Je voulais tout simplement dire que j'apprécie tout à fait la manière franche avec laquelle nos discussions se sont déroulées et je m'associe pleinement à ce que mes homologues viennent de dire.

QUESTION -- Monsieur le Président et Messieurs les Présidents. Monsieur SARKOZY vous avez souvent essuyé des critiques sur ce que l'on appelle la Françafrique. Est-ce que ce sommet va faire évoluer les relations entre la France et l'Afrique et avec quelles garanties ?

LE PRESIDENT -- Je ne suis pas le seul à avoir essuyé des critiques sur la Françafrique. Vous conviendrez que l'on ne peut pas dire que cela a commencé avec moi. Mais c'est très étrange et je l'ai dit à mes amis africains : quand un chef d'Etat est passionné par l'Afrique, il y a beaucoup de suspensions et quand il est moins passionné par l'Afrique, il y a beaucoup de critiques. Entre ingérence et indifférence, c'est extrêmement compliqué. D'ailleurs, Jacob ZUMA se souviendra certainement, c'est l'un des premiers thèmes que l'on a évoqué quand je l'ai rencontré en Afrique du Sud, alors qu'il n'était même pas encore Président. Trouver la bonne ligne entre indifférence et ingérence.

Je pense que ce Sommet, avec les thèmes que l'on a mis sur la table, la présence des entreprises comme l'a dit Paul BYA, puis les thèmes que l'on a mis sur la table, tourne la page d'une relation un peu complexée et complexe et complexée.

Je pense que l'Afrique est heureuse de voir qu'un grand pays européen est à ses côtés pour qu'elle ait sa place dans la gouvernance mondiale. Je pense que l'Afrique est heureuse qu'un grand pays, qu'une grande économie développée se soit battue à Copenhague pour que l'Afrique soit la première bénéficiaire des fonds. S'agissant de la bataille pour le climat, est-ce que cela va suffire ? Est-ce que cela va vous faire évoluer, vous ? C'est la question. C'est à vous d'y répondre maintenant par vos articles, et par vos commentaires. Mais rien que la composition ... Enfin, pour moi, faire la conférence aux côtés bien sûr de Paul BIYA et du Président de l'Union Africaine -- on peut dire que l'on est dans la tradition -- mais en plus du Président d'Afrique du Sud et du Premier ministre d'Ethiopie, qui n'étaient quand même pas des éléments structurants des Sommets Afrique-France avant. Je l'avais dit d'ailleurs en Afrique du Sud quand j'avais parlé devant le Parlement

devant le Parlement.

Et sur Copenhague on peut dire -- je parle sous contrôle de Jean-Louis BORLOO et de Bernard KOUCHNER -- Meles ZENAWI et nous, on a travaillé absolument main dans la main. Je veux pouvoir le dire. Et quand on réclame que tous les pays africains ratifient Copenhague, c'est une demande de Meles ZENAWI, comme la mienne. Oui, je pense ce Sommet marquera en tout cas une étape.

QUESTION -- Monsieur le Président, Messieurs les Présidents. Alors, Monsieur le Président vous l'avez dit, un des thèmes c'était la paix et la sécurité et notamment, particulièrement celui des crises institutionnelles en Afrique. Il y en a une qui persistante, c'est celle à Madagascar, c'est d'ailleurs une des conséquences de l'absence d'un représentant de ce pays ici. On aimerait savoir si vous avez parlé en particulier de Madagascar. Et est-ce que la France et l'Union africaine sont sur la même longueur d'onde pour régler cette crise et notamment le rôle de la SADC ?

Deux autre petites questions : Vous parler de Sommet de la réforme, qu'en est-il au niveau -- on parle économie, mais au niveau monétaire, et peut-être aussi le Président BIYA -- en ce qui concerne le franc CFA ? Y a-t-il une réforme ? Est-ce que pour l'année des 50 ans d'indépendance d'un certain nombre de pays africains, est-ce que l'on va évoluer sur cette question là ?

Et enfin la question de la migration, question ô combien importante dans les relations entre la France et l'Afrique. Symboliquement, pendant que vous teniez Sommet, ici, au Palais des Congrès à Nice, il y avait une marche des sans-papiers dans les rues de Nice. Certains sans-papiers, dont bon nombre sont d'origine africaine, représentent une partie de ces diasporas africaines qui vivent en France. Est-ce que vous en avez parlé ? Et particulièrement en France comment comptez-vous régler la question des sans-papiers ? Merci.

LE PRÉSIDENT -- Merci pour ces trois petites questions. Cela donne de l'espoir quand vous aurez une question large. Sur Madagascar d'abord on pourrait se demander pourquoi la France s'y intéresse ? Je voudrais rappeler quand même que Madagascar est un voisin très proche de la France. Il y a ici, parmi nous, le nouveau Président de la région Réunion, Didier ROBERT, que j'avais tenu à inviter et Madagascar, nul ne le conteste, est dans un bassin francophone avec Maurice, la Réunion etc... donc, il y a une légitimité.

Deuxièmement, j'ai toujours pensé que la position de la SADC était extrêmement importante -- l'organisation régionale. Et, le travail que nous avons mené avec l'Afrique du Sud pour rapprocher nos positions a été très utile et a conduit à quoi ? Le pouvoir actuel, dont on ne peut pas dire qu'il soit issu d'un processus totalement démocratique -- et je dis « totalement » de façon ironique, à ma connaissance, il n'y a pas eu d'élection --, le pouvoir précédent était-il un exemple de démocratie ? Je n'en suis pas certain non plus si vous voyez ce que je veux dire. L'Afrique du Sud a beaucoup fait pour essayer de rapprocher les points de vue et il y a eu une bonne nouvelle très récemment puisque Monsieur RAJOELINA a indiqué qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle donc je crois pouvoir dire -- mais Monsieur ZUMA le dira lui-même -- que les positions entre la SADC, l'Afrique du Sud et la France se sont extrêmement rapprochées. On a hésité parce que tous les pays africains, les 53 sont présents à l'exception de deux, je crois, dont Madagascar. Voilà la raison qui nous a amené là, donc je pense vraiment que sur cette question-là, la confiance qu'il y a entre le Président ZUMA et moi et le travail qui a été fait a beaucoup rapproché les choses -- Alain JOYANDET s'étant lui-même beaucoup employé en la matière -- je ne pense pas qu'il y ait de problème.

Sur le franc CFA, on n'en a pas parlé, on ne peut pas parler de tout. Là-dessus, on aura l'occasion de rediscuter de tout cela dans le cadre du nouvel ordre monétaire mondial qui sera une des priorités de la présidence française du G20.

Sur l'immigration, quelle est la première réponse à l'immigration ? C'est le développement économique de l'Afrique. Et, ce sommet avec les chefs d'entreprises africains et français, c'est pour quoi ? C'est pour le développement. Il n'y a aucun pays africain qui est pour la fuite des cerveaux. Il n'y a aucun pays africain qui soutienne les réseaux criminels et mafieux qui organisent le passage de pauvres gens exploités et qui en font des sans-papiers. Troisièmement, je ne peux pas laisser dire que la diaspora africaine en France, ce soit uniquement les sans-

papiers. Il y a 10% de la population française aujourd'hui qui a des rapports avec l'Afrique. Ne disons pas que tous n'ont pas de papiers. Et puis, il y a eu des idées sur la table qui ont été mises notamment par le Président WADE. Un visa pour les hommes d'affaires : pourquoi pas ? Il faut que l'on travaille ensemble en la matière.

Cela n'a pas été, voyez-vous, un sujet, mais on avait ces trois sujets. On a surtout dit, dans le fond, c'est plutôt une bonne idée de faire des sommets qui ne parlent pas de tout, parce que quand on parle de tout, on ne discute de rien.

Mais il n'y a pas de malentendus entre nous là-dessus et vous me donnez de bonnes idées pour les prochains sommets.

M. Jacob ZUMA -- Je suis tout à fait d'accord, je dois dire, que nous n'allons pas discuter des conflits partout sur le continent, sinon nous aurions discuté de la Somalie par exemple. Il faut, en fait, discuter de grands principes mais il y a des interactions en cours sur des points clés.

Sur Madagascar, le Président SARKOZY a raison, la SADC traite de la question de Madagascar et sur les relations dont le Président vient de parler, eh bien, je le confirme, nous discutons de cette question et je suis tout à fait reconnaissant que la France et le Président SARKOZY aient contribué à trouver une solution à cette situation.

Nous avons eu des consultations mais je crois que nous sommes sur le point de résoudre cette question et nous avons l'un des protagonistes qui a décidé de ne pas se présenter. Cela prouve qu'il y a des changements chez les dirigeants de ce pays. Nous sommes sûrs de pouvoir résoudre cette question.

QUESTION -- Monsieur le Président, est-ce que vous avez des nouvelles des Français qui ont été arrêtés hier au moment de l'assaut de la flottille et comptez-vous évoquer leurs sorts avec le Premier Ministre israélien ? Et d'une façon générale, qu'avez-vous pensé de cet assaut et redoutez-vous l'escalade ?

LE PRESIDENT -- Sur votre première question -- en m'excusant auprès de mes amis, c'est l'actualité -- j'ai fait le point tôt ce matin. Notre ambassade et notre consulat à Tel-Aviv ont identifié neuf Français auprès desquels nous avons demandé l'exercice de la protection consulaire. L'un d'entre eux, je peux vous l'annoncer, a quitté Israël ce matin par avion. Huit autres -- je suis prudent -- ont apparemment refusé l'expulsion, je dis bien apparemment refusé l'expulsion. Ils sont, à la minute où je vous parle, dans un centre de rétention et une procédure est en cours pour qu'ils puissent quitter le pays. Le dernier Français est en cours de localisation car il ne s'est pas encore fait connaître, je parle sous le contrôle de Bernard KOUCHNER. Voilà le point le plus précis, sous réserve, que je puis présenter.

Sur l'opération en elle-même, la communauté internationale s'est exprimée très clairement sur l'opération israélienne de la nuit passée. Tout le monde a été choqué par le nombre de morts et par la violence des événements. A titre personnel, après que Monsieur KOUCHNER l'a fait au nom du Quai d'Orsay, j'ai condamné l'usage disproportionné de la force par les Israéliens. Et, à l'évidence, c'est ni plus, ni moins qu'une tragédie.

Le Conseil de Sécurité a adopté à l'unanimité -- à l'unanimité -- hier soir, une décision qui condamne ces événements et qui demande une enquête impartiale. Et une enquête est naturellement obligatoire pour comprendre ce qui s'est exactement passé.

Pourquoi ces convois humanitaires ? Pourquoi cette violence ? Pourquoi ces événements ? Une des réponses est : parce qu'il y a un blocus à Gaza. Et le Conseil de Sécurité juge intenable ce blocus du fait de la situation humanitaire très difficile dans le territoire.

Pourquoi tout cela ? Parce qu'il y a un conflit israélo-palestinien qui dure et dont on ne voit pas la fin. Si les Palestiniens pouvaient s'administrer eux-mêmes, si les Israéliens savaient qu'ils sont en sécurité dans un pays reconnu par tous les Etats de la région, alors il n'y aurait plus de blocus à forcer, il n'y aurait plus de bateaux à arraisonner et il n'y aurait plus d'intervention qui tourne au drame.

Il y a aujourd'hui une reprise timide, tellement timide, des négociations, et encore, de façon indirecte. Ce n'est pas un progrès si l'on se souvient de l'époque où il y avait des discussions directes. Alors, ce qu'il faut, c'est que les Israéliens et les Palestiniens se parlent directement.

C'est du temps perdu tout cela. Et il faut absolument qu'on surmonte tous les blocages pour arriver à une paix durable, dont chacun connaît les paramètres définitifs. Et à l'automne, avec nos amis américains, nous prendrons des initiatives pour que le processus rentre dans une phase active.

Toutes ces catastrophes étaient parfaitement prévisibles, je ne dis pas, pardon, pour la tragédie d'hier, mais enfin, c'est celle-ci, mais il y aurait pu en avoir une autre, il y en aura d'autres, c'est parfaitement prévisible. La solution la plus imprudente, c'est l'immobilisme et la solution la plus prudente c'est l'audace, entre Israéliens et Palestiniens, qui doivent faire la paix. Les paramètres de la paix sont connus et il faut maintenant que chacun s'élève au niveau de sa condition d'homme politique pour devenir un homme d'état, de tous les côtés, et arrêter avec tout ceci. Par ailleurs, l'enquête doit être impartiale, doit être crédible, doit être transparente, conforme aux critères internationaux. Il y a plusieurs possibilités qui existent, il ne m'appartient pas de la choisir. Est-ce que c'est les Nations-Unies ? Ce pourrait être aussi le Comité international de la Croix Rouge, pourquoi pas ? Ce n'est pas à la France de choisir seule qui mènera l'enquête, ce qui compte c'est qu'enquête il y ait et que cette enquête soit crédible, que toute la lumière soit faite sur ces événements et sur cette tragédie.

QUESTION -- On a vu, Monsieur le Président, à plusieurs reprises lors de ce sommet des apartés avec votre homologue algérien Abdelaziz BOUTEFLIKA. On sait que récemment les relations entre Alger et Paris n'étaient pas, comment vous dire, normales ...

LE PRESIDENT -- Pourquoi récemment ?

QUESTION - Parce qu'il y a eu par exemple, l'annulation de la visite de Monsieur KOUCHNER à Alger, il y a eu le problème des Algériens qui demandent que la France s'excuse

LE PRESIDENT -- Enfin ce n'est pas récent.

QUESTION -- Ma question elle est simple, Monsieur le Président, est-ce à dire qu'à partir d'aujourd'hui, on pourrait dire que c'est une nouvelle page qui s'ouvre entre vous et le Président BOUTEFLIKA, l'Algérie et la France, et quand M. BOUTEFLIKA viendrait en France ? Merci.

LE PRESIDENT -- Moi j'étais très sensible à la présence du Président BOUTEFLIKA. Pourquoi ne pas le dire ? Mais je me suis permis de reprendre le « récemment » parce que les problèmes qui peuvent exister entre l'Algérie et la France, ce ne sont pas des problèmes qui existent entre deux présidents à titre personnel. Aujourd'hui M. BOUTEFLIKA et moi, nous nous entendons très bien. Nous nous connaissons très bien, j'avais eu le plaisir d'être reçu bien avant d'être Président, à plusieurs reprises, vous le savez, par le Président BOUTEFLIKA. Et pour tout vous dire, je lui ai téléphoné spécialement pour lui dire : « je t'en prie, viens, c'est important que tu sois là ». Et c'est un geste qu'il vienne.

Il n'en reste pas moins qu'il y a eu une histoire entre l'Algérie et la France, que cette histoire est compliquée, qu'il y a beaucoup de souffrance derrière tout cela, beaucoup d'incompréhension et qu'il serait tellement important que les historiens puissent faire leur travail, allez, librement, eux-mêmes. Est-ce qu'il suffit que le Président BOUTEFLIKA participe au Sommet Afrique-France pour que tout d'un coup, tout s'éclaire dans la relation entre la France et l'Algérie. Je crains que je n'aie pas exactement le même optimisme. Mais la présence du Président BOUTEFLIKA, pour nous, c'était important.

Il faudra encore du temps, j'ai dû moi-même m'y résoudre parce que quand je regarde l'Histoire, pour moi la guerre d'Algérie c'est l'Histoire avec un grand H. Ce n'est pas une expérience puisque je n'avais pas l'âge. Donc de mon point de vue, je vois les choses de façon moins passionnée et je considère que l'Algérie, c'est un pays ami, il y a tant d'Algériens qui partagent avec nous la culture, le français, ils sont de l'autre côté de la Méditerranée, c'est extrêmement important. Mais il y a ce contexte, voilà. Il faut du temps, il y a le travail des historiens. Peut-être une dernière question pour ne pas abuser, je sais que mes amis doivent repartir.

QUESTION -- Bonjour Monsieur le Président, bonjour les autres présidents. Donc je vois un staff très puissant ici entre les quatre présidents et le Premier ministre éthiopien, je voudrais demander tout simplement quelles sont vos priorités par rapport à la nouvelle page, cette nouvelle approche et surtout sur le changement climatique que je tiens beaucoup en considération vu que l'Afrique, compte les pays les plus vulnérables par rapport au changement climatique dans la déforestation

compte les pays les plus vulnérables par rapport au changement climatique donc la déforestation, les inondations, l'érosion et tout cela ...

LE PREMIER MINISTRE ETHOPIEN -- Comme vous l'avez si bien dit l'Afrique n'est pas responsable du changement climatique, c'est une victime de ce changement climatique provoqué par d'autres. L'Afrique doit accepter l'accord de Copenhague malgré ses limites et nous devons signer cet accord malgré ses limites. Dans nos discussions aujourd'hui sur le changement climatique, nous nous sommes dit qu'il fallait que les pays africains individuellement signent cet accord. Seuls 29 pays sur 53 l'ont signé et nous savons qu'il faut que les 30 milliards soient disponibles rapidement. Il s'agit des financements précoces. Nous encourageons le président SARKOZY et ses pairs à accélérer l'aide à la protection de nos forêts particulièrement dans le bassin du Congo. Nous avons également insisté sur le fait qu'il s'agit d'un financement à long terme qui est essentiel pour l'Afrique. Pour l'Afrique le changement climatique sape ces perspectives de développement. Les activités de développement deviennent plus coûteuses et nous avons également les coûts marginaux qui accompagnent ces changements. A Copenhague, on nous a promis une certaine somme d'argent, 30 milliards, et nous voulons que cet argent soit disponible. Je sais que le Président SARKOZY a défendu cette position et nous voulons qu'il continue à jouer un rôle important dans ce sens et qu'il soit notre avocat dans ce domaine. Voilà ce dont nous avons débattu ce matin.

QUESTION - On a beaucoup parlé des relations entre la France et l'Afrique, est-ce que l'Elysée était au courant des achats immobiliers de la famille BONGO à Paris ? Si oui, est-ce que vous appréciez qu'un président d'un pays africain investisse une certaine partie du budget de son pays dans l'immobilier à Paris ? Merci.

LE PRESIDENT - Cela m'aurait manqué cette question. La famille d'un chef d'Etat ne me consulte pas quand elle fait des achats que ce soit à titre privé, parce que je ne fais pas partie de la famille, ou au titre de l'Etat du Gabon £ mais peut-être parce que vous venez d'Allemagne, si j'ai compris, je ne suis pas en charge du Gabon. Donc je n'étais pas au courant et on ne me consulte pas.

Merci à tous et merci à mes amis.